

AP n° 2023-APC-178-IC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
portant modification de l'autorisation environnementale d'exploiter une installation de
production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent
Société LES DEUX NOUES - Parc éolien dit « LES DEUX NOUES »
Commune de Faux-Fresnay

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022, autorisant la société LES DEUX NOUES à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Faux-Fresnay ;

VU la demande en date du 6 mars 2023 par laquelle la société LES DEUX NOUES sollicite une modification des caractéristiques des 2 machines du parc ainsi qu'un déplacement d'une des éoliennes ;

VU les plans et documents joints à la demande précitée ;

VU l'avis favorable de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) en date du 3 mars 2023 ;

VU l'avis favorable de la Direction de la sécurité aéronautique d'État (DSAE) et de la Direction régionale de la circulation aérienne militaire (DIRCAM) en date du 25 mai 2023 ;

VU le certificat RADEOL en date du 31 mars 2023, favorable au projet ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est du 18 mars 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 2 avril 2024 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire présentées par le pétitionnaire dans son mail du 2 avril 2024.

CONSIDÉRANT que l'incidence du changement des caractéristiques de certaines machines sur le milieu physique (géologie, occupation des sols, érosion, ruissellement, hydrogéologie et sismicité), sur l'avifaune et les chiroptères, ainsi que sur le paysage, est négligeable ;

CONSIDÉRANT que le calcul des garanties financières a évolué suite à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié au 11 juillet 2023 ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées n'ont pas d'impact significatif supplémentaire sur l'environnement et que les conditions d'aménagement et d'exploitation de ce parc éolien, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022, permettent déjà de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'imposer à la société LES DEUX NOUES de prescriptions supplémentaires pour l'exploitation de ce parc éolien ;

CONSIDÉRANT, toutefois, qu'il y a lieu de mettre à jour l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022, autorisant la société LES DEUX NOUES à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Faux-Fresnay.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Bénéficiaire

La société Les Deux Noues, dont le siège social est situé au 11 lieu-dit Bonne Voisine à Champfleury (10700), doit respecter, pour son parc éolien situé sur la commune de Faux-Fresnay (51230), les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui modifient les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022.

ARTICLE 2 : Liste des installations concernées

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022, est modifié de façon suivante :

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installations	Coordonnées Lambert RGF 93		Altitude en bout de pôle (mNGF)	Commune	Section cadastrale	Parcelles cadastrales
	X	Y				
N1	772185,5	6840031,7	299	Faux-Fresnay	ZK	14
N2	772691,3	6840029,3	304	Faux-Fresnay	ZK	13
PdL	772021,4	6840033,8	114	Faux-Fresnay	ZK	14

ARTICLE 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022 est modifié de la façon suivante :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	2 aérogénérateurs de 200 mètres de hauteur maximale, avec une hauteur mât + nacelle de 125 m Puissance unitaire maximale de 4,2 MW	Autorisation

ARTICLE 4 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé

Le montant des garanties financières défini dans l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022 est remplacé par :

Le montant initial des garanties financières à constituer par l'exploitant s'élève à :

Nombres d'éoliennes	Total (M)	Montant de référence
2	260 000 €	330 872 €

Avec un indice TP 01 (Index_n) égal à 129,6 (indice de décembre 2023), TVA = 20 % (mars 2024)

I.-Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;

- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I du présent arrêté. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-36 du Code de l'environnement.

II.-Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW :

$$Cu = 75\ 000$$

b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :

$$Cu = 75\ 000 + 25\ 000 * (P-2)$$

où :

-Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;

-P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

III.- En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé par un nouveau calcul en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs. La réactualisation fait l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article L.181-14 du Code de l'environnement.

Le montant des garanties financières est réactualisé par un nouveau calcul lors de la première constitution avant la mise en service de l'installation, puis tous les 5 ans. Le renouvellement intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document, et est conforme aux modalités de calcul ci-après :

Mn est le montant $M_n = M \times \left(\frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1+TVA}{1+TVA_0} \right)$ exigible à l'année n ;

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation ;

Index_n est l'indice TP 01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie ;

Index₀ est l'indice TP 01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011, fixé à 102,1807 converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 ;

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;

TVA₀ est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021.

ARTICLE 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2022-A-074-IC du 15 avril 2022 demeurent inchangées.

ARTICLE 6 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions imposées par le présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS50015 – 54035 NANCY Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° - par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° - par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter du dernier terme prévu à l'article « Information des tiers » ci-dessous.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée

par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 8 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est et Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, ainsi qu'à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Faux-Fresnay, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société LES DEUX NOUES dont le siège social est situé au 11 lieu-dit Bonne Voisine à Champfleury (10700).

Le Maire de la commune de Faux-Fresnay procédera à l'affiche en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **10 AVR. 2024**

Le Préfet,



Henri PRÉVOST

